L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Devenue : 12 cne de l'heure
NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI, 4 AOUT 1892.

OFFICIEL.

Assemblée Générale
—DE—
L'ETAT DE LA LOUISIANE.

Session régulière de 1892.

No 89.] LOI

Créant le District de Levées de Bossier en l'Etat de la Louisiane; pourvoyant à la nomination, par le Gouverneur, d'un Bureau de Commissaires pour administrer les affaires du district; autorisant ledit Bureau à imposer et à percevoir une taxe, un assessment local ou une contribution forcée; autorisant l'hypothèque, le prélèvement, la perception d'un impôt *ad valorem* sur toute la propriété du District; l'imposition et la perception d'une taxe spéciale sur chaque acre de terre dans le District, et une certaine taxe ou un certain assessement sur chaque balle de coton ou autre produit de sol provenant dudit district; autorisant l'assessement et la perception d'une taxe sur chaque mille de chemin de fer dans le district; autorisant le Bureau à pourvoir à l'adoption de règles et réglements pour la gouverne du District des Levées; autorisant l'émission de bons; donnant comme garantie les revenues dudit district pour le paiement desdits bons, intérêt et autres argents à emprunter conformément aux dispositions de cette loi. Autorisant et requérant l'imposition de taxes pour le paiement de l'intérêt et du principal de ces bons; pourvoyant à un fonds de réserve pour le rachat de ceux ci; autorisant le Bureau à emprunter de l'argent pour son usage; et autorisant l'hypothèque ou la mise en nantissement de la propriété et de toutes les valeurs y compris les revenus, pour le paiement des sommes empruntées; donnant au district des levées et aux terres dans le district appartenant à l'Etat; et prescrivant les devoirs du Bureau des Ingénieurs d'Etat à cet égard.

Section 1re.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que toute cette partie des terres d'alluvion de la paroisse Bossier comprises et situées dans les limites ci-après décrites, savoir: toutes les terres alluviennes et autres exposées à des inondations par les eaux de la Rivière Rouge ou de ses tributaires ou débouchés, du côté est de la Rivière Rouge, au sud de la ligne qui divise la moitié Nord de la moitié Sud de la circonscription 20 N., et au nord de la ligne divisant les circonscriptions 13 et 14 N. entre la Rivière Rouge et les collines ou terres hautes; et dans les terres d'alluvion à l'Est; étant les terres d'alluvion et d'autres exposées à l'inondation, situées dans les circonscriptions 14, 15, 16, 17, 18, 19 et la moitié Sud de la circonscription 20 "E.Rouge" 10, 11, 12, 13 et 14 W., ces terres sont, par les présentes, incorporées en un district de levées qui sera connu sous l'appellation de: "District de Levée de Bossier de la Louisiane"; et toute terre en autre propriété, foncière ou personnelle, de toute description sur ces terres mentionnées à l'exception seulement locale ou contribution forcée, dans le but de procurer un fonds destiné à protéger les terres et la propriété du district, contre la destruction et les dommages des inondations.

Sec. 2.—Il est, en outre, décrété, etc., Que le district soit, par l'administration du "District des Levées de Bossier," tel que le crée et le constitue cette loi, serent placés en un Bureau de Commissaires du District des Levées de Bossier, lequel Bureau sera composé de sept personnes compétentes, qui toutes seront possesseurs en leurs noms, des terres dans le District des Levées de Bossier sujettes à l'impôt, en vertu des dispositions de cette loi, (cinq de ces personnes seront résidentes dudit District de Levées et y seront des électeurs dûment qualifiés). Leur mandat sera de diriger, conduire et administrer les affaires du District des Levées de Bossier, conformément aux dispositions de cette loi et des lois de l'Etat de la Louisiane.

Sec. 3.—Il est, en outre, décrété, etc., Que le Gouverneur de l'Etat de la Louisiane est, par les présentes, autorisé à nommer sept personnes compétentes comme commissaires ayant les qualités voulues, telles que le prescrit la section 2 de la présente loi. Ces personnes servront comme commissaires durant le terme des fonctions du Gouvernant ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés par l'Exécutif suivant et aient qualifié. Après avoir été ainsi nommés par le Gouverneur, ledits commissaires, ayant qualifié conformément aux lois de l'Etat, se réuniront et auront leur première séance dans la ville de Benton, le 15me jour du mois d'août 1892. Ils se réuniront ensuite aux dates et dans le lieu qui leur conviendront le mieux, et aussi fréquemment que l'exigera l'expédition des affaires du district; pourvu qu'il y ait au moins une réunion tous les trois mois chaque année. Il sera du devoir des commissaires, individuellement et collectivement, de se renseigner quant aux besoins du district des levées, et d'administrer les affaires de celui-ci de telle façon que les terres qui s'y trouvent soient parfaitement protégées contre de désastreuses inondations. Il ne sera alloué de salaire, de compensation à aucun commissaire pour ses services comme tel; mais le Bureau allouera à chacun d'eux une somme d'argent suffisante pour couvrir les frais réels de voyage encourus par lui en se rendant aux assemblées de Bureau et les dépenses pendant qu'il exerce les devoirs qu'exige de lui le Bureau.

Sec. 4.—Il est, en outre, décrété, etc., Que le Bureau des Commissaires du District de Levées de Bossier créé par cette loi, est, par les présentes, établi en corporation et corps politique revêtu de tous les pouvoirs, privilèges, droits et immunités conférés par la loi à toutes les corporations de même genre dans l'Etat. Il aura l'autorisation de pourvoir et d'être pourvu en justice; de plaider en jugement au nom et sous le titre de Commissaires du District de Levées de Bossier de la Louisiane. Toutes les plaintes de procédures en droit contre ladite corporation, seront servies sur un Président ou un Secrétaire du Bureau domicile du Bureau; et tous documents, toutes pourssuites intentés par eux au nom de ladite corporation, le seront par le Président au nom du Bureau.

Le domicile du District de Levées de Bossier sera au siège de la paroisse Bossier, Etat de la Louisiane, auquel domicile sera établi le bureau, les livres et toutes les archives de la corporation. C'est là que les plaintes judiciaires seront servies au Président ou au Secrétaire. Ledit Bureau aura le pouvoir d'acheter, de conserver, de vendre et de transférer les titres aux propriétés; de contracter et d'exécuter des contrats et d'accomplir tous les actes nécessaires pour la mise à exécution des objets et fins de cette loi, savoir: L'entière et parfaite protection des terres de ce district contre les dégâts de l'inondation, et je parfait dessèchement du district.

Sec. 5.—Il est, en outre, décrété, etc., Que ledit Bureau dira un président de son sein ainsi qu'un secrétaire. Il adoptera des réglements pour en propre gouverne et pour celle de ses officiers et employés. Il adoptera des réglements pour le perfectionnement et la mise en vigueur d'un système de levées ayant pour objet la protection du district contre toutes les inondations. Il conservera et registre ch carnet inscrits tous ces procès-verbaux qu'il publiera après chacune de ses réunions dans un journal de son propre choix. Il sera du devoir du Bureau, à chaque session régulière, d'examiner tous les comptes tenus par les opérations du Bureau; et de décider de quelle façon le travail sera entrepris; pourvoir aux moyens de mettre à exécution les recommandations du Bureau des Ingénieurs d'Etat; à la condition que tous les travaux soient approuvés comme devant être adjugés, au moyen de soumissions cachetées, au plus bas soumissionnaire responsable. Le Bureau se réserve le privilège de résouvrir toutes les soumissions. Dans un cas urgent, et quand il sera de l'intérêt public de faire de telles contrats pour la consolidation et la réparation ainsi que la surveillance des levées sans annonces ou soumissions cachetées. Il aura de tous les moyens à sa disposition pour cesser, réparer ou consolider n'importe quelle partie des levées qui pourrait nécessiter ces attentions. Il pourra nommer des inspecteurs avec pouvoir d'assurer des gardes sur les levées durant les époques de hautes crues; et dans l'éventualité d'un danger, il pourra prendre des mesures nécessaires pour prévenir toute inondation. Dans ce but, il fera usage de fonds du Trésor du Bureau des Commissaires non alloués autrement par contrat antérieurement adjugé, et pourra donner en garantie ses revenus, sa propriété, et tous objets de valeur pour se procurer de l'argent. Et, généralement, le Bureau fera tout ce qui sera nécessaire pour accomplir les objets et fins qu'a en vue cette loi.

Sec. 6.—Il est, en outre, décrété, etc., Que, dans le but de pourvoir à un revenu pour accomplir les objets et fins qu'a en vue cette loi, le Bureau pourra imposer annuellement sur toutes les propriétés dudit district sujettes à l'impôt pour des objets de levées, une taxe de district de levées de dix mille de dollar de la valeur assessée; et il sera du devoir de l'assesseur d'inscrire la dite taxe sur les rôles de taxes. L'assesseur fera, sans compensation additionnelle, des rôles séparé pour la partie de la paroisse comprise dans le district, rôles dont une copie sera déposée entre les mains de l'Auditeur des Comptes publics, une copie entre les mains du Secrétaire du Bureau des Commissaires, créé par les présentes; et le percepteur du taxes de la paroisse percevra ladite taxe de district de levée de la même façon que le sont les taxes d'Etat. Il réglera avec l'Auditeur et le Trésorier d'Etat, et présentera au secrétaire du Bureau des Levées un compte dressés recouvrements. Les fonds seront gardé séparément par l'Auditeur et le Trésorier au crédit du District des Levées de Bossier, sujettes à l'impôt, ils seront déboursés ainsi qu'il est pourvu plus haut.

Sec. 7.—Il est, en outre, décrété, etc., Que ledit Bureau des Commissaires aura le droit d'imposer annuellement un assessement local ou une contribution forcée n'excédant pas cinq cents sur chaque acre de terre dans ledit district, et soixante dollars par mile de chemin de fer dans ledit district, assessement ou contribution qui sera accusé sur les tableaux d'assessment de la paroisse et qui sera perçu de la façon et versé dans le Trésor de l'Etat, ainsi que le prescrit plus haut la loi pour la taxe de levées de Dix mille. Lesdits fonds seront mis par la trésorier au crédit du District du Bureau du District des Levées de Bossier, et seront déboursés ainsi qu'il est indiqué présidemment. Ledit assessement ou ladite contribution forcée ne frappera pas des terres non alluviennes. Rien dans cette loi ne privera le District de sa part du Fonds Général des Ingénieurs.

Sec. 8—Il est, en outre, décrété, etc., Que dans le cas où le Bureau trouverait les fonds précédemment pourvus par cette loi, insuffisants pour placer, construire et réparer les levées à dessein de prévenir de désastreuses inondations, ledit Bureau aura le droit d'imposer un assessement spécial ou une contribution forcée qui n'excédera pas cinquante sous par balle de coton sur tous les cotons produits dans ledit district, sur des terres sujettes à la taxe en vertu des dispositions de cette loi. Chaque impôt sera perçu par le shérif dudit district, de la façon et conformément aux réglements qu'instituera le Bureau. Tous les officiers de la loi et tous les porteurs publics sont, par les présentes, requis d'y voir à se guider sur lesdits réglements. En tous cas l'impôt sera perçu avant l'enlèvement du produit du district des levées. Quiconque se soustraira au paiement de cet assessement local ou de cette contribution forcée, se rendra coupable d'un méfait, qui, s'il est prouvé devant une cour de compétente juridiction, vaudra à l'auteur une amende pas moindre de dix ni plus de vingt dollars par balle de coton, sur laquelle l'impôt n'aura pas été payé. Cette amende, après déduction de vingt-cinq pour cent, honoraires de l'avocat de district, sera versée dans le Trésor de l'Etat au crédit du District de Levées de Bossier.

Sec. 9—Il est, en outre, décrété, etc., Qu'à dessein de pourvoir des fonds additionnels pour accomplir les objets et fins de cette loi, et à dessein de fournir des ressources audit Bureau pour le mettre à même de développer, d'établir et de compléter le système des levées dans ledit district, toutes terres actuellement appartenant ou qui pourraient appartenir plus tard à l'avenir à l'Etat de la Louisiane, comprises dans les bornes du district des levées, ainsi qu'il est ici constitué, sont, par les présentes, concédées, données, transférées et livrées audit Bureau des Commissaires du District de Levées de Bossier; que lesdites terres ou parties de terres aient été précédemment concédées par le Congrès des Etats-Unis à l'Etat de la Louisiane; ou que lesdites terres aient été ou puissent être plus tard confisquées, achetées par ou vendues à l'Etat à des ventes de taxes pour non paiement de taxes. Quand l'Etat aura ou pourra devenir propriétaire de terres au moyen de ventes pour taxes, les transferts de celles ci ne se feront audit Bureau des Commissaires de Levées qu'après le délai de rachat expiré. Mais tout ancien propriétaire de terre qui ont été confisquées par achats ou vendues à l'Etat pour non paiement de taxes, pourra en tout temps, dans les six mois suivants l'adoption de cette loi, racheter ses terres, toutes ou partie, en payant au Trésorier de l'Etat toutes taxes, dépens, pénalités qui y seront dûs jusqu'à la date dudit rachat. Ce rachat sera considéré comme vente de terres par l'Etat; et toutes les sommes ainsi reçues se ont placées au crédit du District de Levées de Bossier. Après l'expiration des six mois, il sera du devoir de l'Auditeur et de l'Enrégistreur du Bureau des Terres de l'Etat, au nom de l'Etat, de transférer audit Bureau de Commissaires de Levées par acte de transport, toutes terres, par les présentes, concédées ou devant être concédées et transférées audit Bureau, quand de temps à autres, ledit Auditeur ou l'Enrégistreur du Bureau des Terres de l'Etat, l'un ou l'autre, sera requis d'ainsi faire par ledit Bureau des Commissaires de Levées ou par son président. Après cela, le Bureau fera enrégistrer convenablement dans le bureau de l'Enrégistreur des paroisses respectives où sont situées lesdites terres. Quand les transferts auront été enrégistrés, les titres des terres ainsi que leur possession seront la propriété absolue dudit Bureau des Commissaires, ses successeurs ou cessionnaires. Ces terres seront exemptes de taxes après qu'elles auront été transférées, et tant qu'elles demeureront en la possession ou sous le contrôle dudit Bureau. Ledit Bureau des Commissaires de Levées aura le pouvoir de vendre, d'hypothéquer, de donner en nantissement ou de disposer autrement desdites terres en telles quantités et à telles époques et pour telles sommes que le jugera convenable le Bureau. Mais tout le produit en sera déposé dans le Trésor de l'Etat au crédit du District de Levées de Bossier, et sera déboursé seulement contre des mandats tirés par le Président dudit Bureau, convenablement attestés, ainsi qu'y pourvoit la loi.

Sec. 10—Il est, en outre, décrété, etc., Que dans le but de se procurer des fonds additionnels pour ledit District, ledit Bureau des Commissaires est, par les présentes, autorisé à émettre des bons pour un chiffre de deux cent mille dollars, en telles sommes et dénomination que pourra indiquer le Bureau, mais pas moindres de cent dollars chacune. Ledits bons seront faits payables aux porteurs. Ils seront signés par le président du Bureau officiellement, et attestés par la signature du secrétaire dudit Bureau des Commissaires. Ils seront imprimés en noir, les mots suivants: "Ce Bon, principal et intérêt, garanti par des taxes et des ventes de terres publiques de l'Etat". Tous les dits bons seront dûs dans trente ans, mais pourront être payés après vingt ans, à l'option du Bureau des Commissaires des Levées. Ils porteront sans intérêt à un taux n'excédant pas six pour cent, à partir de la date que fixera le Bureau des Commissaires; intérêt qui sera attesté par des coupons attachés aux bons, payable semestriellement, au bureau du Trésorier de l'Etat, des fonds précédemment pourvus.

Sec. 11—Il est en outre décrété, etc., Que si un officier quelconque chargé du soin de percevoir ou de débourser les revenus, en vertu des provisions de cette loi, négligeait ou refusait d'accomplir la tâche qui lui serait dévolue, de par cette loi, alors ledit Bureau ou l'un quelconque des détenteurs de bons émis conformément à cet e loi, pourrait obtenir devant n'importe quel juge de compétente juridiction, un mandamus afin de contraindre ledit délinquant à procéder à l'exercice de ses devoirs, conformément aux dispositions de cette loi.

Sec. 15—Il est, en outre, décrété, etc., Que tout membre, inspecteur de levées ou autre officier du Bureau, en cas de menace de danger ou d'urgente nécessité, pourra appeler au travail tous ou le nombre qui en sera nécessaire des personnes résidant dans ledit district et devant travailler aux chemins sous les lois existantes, et les contraindre à travailler sur les levées. Pour un pareil service d'urgence, toutes les personnes qui y seront engagées pourront être payées par le Bureau aux taux qu'il fixera. Toute personne sur laquelle on fera valoir aux voies publiques s'impose, refusant de se rendre à l'appel du Bureau et de faire le travail qui en est exigé, sera coupable d'un méfait, qui, s'il est prouvé devant un juge de paix de la paroisse, vaudra à l'auteur une amende de pas moins de cinq ni plus de vingt dollars.

Sec. 16.—Il est, en outre, décrété, etc., Que les bons autorisés par la section (10) de cette loi seront déposés entre les mains du Trésorier d'Etat, des quels ils ront imprimés et signés. Ils seront enregistrés au bureau de l'Auditeur qui et gardera un compte. Ils ne seront retirés du Trésor de l'Etat que contre les mandats de l'Auditeur des comptes publics, émis sur l'ordre du Président du Bureau des Commissaires contresignés par le secrétaire, et conformément à une résolution dudit Bureau adoptée à une séance régulière du Bureau: Ils ne seront payés que lorsqu'après avant que tous les coupons en aient été détachés et annulés par le Trésorier. L'Auditeur et le Trésorier d'Etat garderont un compte dedite bons et coupons sujet à l'examen de toute personne intéressée. Les bons ainsi retirés du trésor seront définitivement considérés comme payés, annulés, lancés et négociés par ledit Bureau.

Sec. 17—Il est, en outre, décrété, etc., Qu'il sera du devoir du Bureau des Commissaires de faire garder un compte exact des travaux à exécuter par l'autorité du Bureau, donnant par le détail les travaux faits, les sommes entières ou réparées et tous autres travaux autorisés par le Bureau. Il fera garder un compte exact des finances du district des levées, et enregistrellement fera préparer un tableau donnant la vraie situation financière dudit district; il accusera spécialement les recettes et les ressources en détail du Bureau; les sommes et provenance de chaque somme reçue, ou compte reçu, soit en argent, billets de change, billets à recevoir, propriété ou autres objets de valeur; ainsi donnant en détail les dépenses faites depuis l'autorisation du Bureau; accusant le coût des levées construites ou réparées et les salaires payés, la propriété achetée, le coût du travail exécuté et autres dépenses inclinées par mentionnées ici, ainsi que toutes les dépenses encourues avec l'assentiment du Bureau; pour, ensemble le reliquat en caisse, tous les détails des diverses sommes, amendes ou autres objets de valeur au mément de la présentation du rapport. Ce dernier sera fait en triple, une copie duquel sera transmise au Gouverneur de l'Etat; une copie à l'Auditeur des Comptes Publics, et une copie sera gardé parmi les archives du Bureau. Le Bureau fera publier dans un journal de la ville de Shreveport ce rapport dans les dix jours qui suivront la date de la réunion sessentielle du Bureau à laquelle le rapport sera soumis et accepté.

Sec. 18—Il est, en outre, décrété, etc., Qu'il sera du devoir du Bureau des Ingénieurs d'Etat de désigner un de ses membres qu'il chargera d'assister à chaque meeting du Bureau des Levées lorsqu'il en sera préalablement avisé. Ce membre se conformera à ses devoirs quant à l'emplacement, la construction, la réparation de toutes les levées nécessaires pour la protection du District. Le Bureau est autorisé, par les présentes, à examiner, placer et réparer ou enlever, ou changer l'une quelconque ou toutes les levées dans le district; et spécialement autorisé à faire écraser; et des levées, des digues, ou autrement tels déboschés, bayous, foudrières, ou à les ouvrir, comme il croira nécessaire pour donner à bien les objets et fins de cette loi. Il est seul chargé de la responsabilité de l'emplacement de toutes les levées dans ledit district. Il fournira au Bureau un rapport détaillé donnant la situation exacte de toutes les lignes des levées; fournira des plans et spécifications et exécutera tous les travaux de génie requis par le Bureau de ce district. Le Bureau pourra employer un ingénieur compétant pour aider l'ingénieur d'Etat dans l'exécution de ses travaux. Le salaire dudit assistant-ingénieur sera fixé et payé par le Bureau; mais le site de toutes les levées dans le district sera désigné par le Bureau des Ingénieurs d'Etat.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CHARLES PARLANGE,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé, le 6 juillet 1892.

MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:

T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

THEATRE DE L'OPERA.

Nous n'avons rien reçu par ce courrier de France; mais d'un jour à l'autre nous attendons la bonne nouvelle du complément de la troupe qui va desservir l'Opéra durant la saison 1892-93.

Nous avons déjà un cadre lyrique tout près d'être complet et nous n'attendrons pas sans curiosité les noms des artistes qui doivent, dans une certaine mesure, nous rendre le vaudeville ou la comédie-vaudeville.

Nous le confessons ce nous serait plaisir de voir ce répertoire, si riche, si fin sur la scène française, prendre une fois la semaine, la place du répertoire d'opéra et d'opéra comique.

A propos de ce dernier genre, la Chambre des députés française vient enfin de se décider à la reconstruction de l'Opéra-Comique.

Seulement il s'élèverera toujours sur le même emplacement, c'est-à-dire Place Boieldieu. On aurait songé à le dégager en y donnant accès par le boulevard des Italiens.

Mais les propriétaires de l'immeuble des Chargeurs Réunis, mis en appétit par ce projet de changements de façade, ont demandé un prix tel—huit millions de francs—qu'on a renoncé au projet. C'est dommage. Une fois encore ce théâtre, dont la salle était charmante, va rester étouffé entre les autres, va rester étouffé entre les deux rues latérales qui le flanqueront à nouveau: rues Favart et Marivaux.

West End.

Quand on lit les rapports quotidiens sur la température générale aux Etats-Unis; quand on compte les cas d'insolation, mortels très fréquemment, qui se multiplient à Chicago et à New York pour ne citer que deux exemples, on est obligé de reconnaître que nous sommes relativement pariant, fort épargnés sous ce rapport, nous qui, pourtant, formons l'extrême sud de ce continent américain.

En fin de compte, à part quelques journées bien lourdes, cela est vrai, nous n'avons pas trop à nous plaindre de l'été que nous traversons. Les choses allant ainsi, vous verrez venir le temps où l'on désertera le Nord pour trouver au Sud des chaleurs tolérables. Et nous imaginons même que la chose serait déjà faite, si l'on avait eu grâce, en Louisiane, et aux environs des villes d'eau, avec toutes les élégances et le confort que l'on demande à celles-ci, pour que la mode, la vogue s'y fixent.

Le baromètre ne nous est pas, en vérité, trop facilement; néanmoins, après une journée de calme et de travail, c'est plaisir de se rendre sur les bords de notre lac et d'y baire un bain à longue traîne, à pleine poumons.

C'est pourquoi le restes vous du West End est toujours recherché; le plus souvent les soirées y sont d'une fraîcheur reconfortante et invariablement l'on est certain d'y entendre de bonne musique, soigneusement exécutée.

Ce soir encore, nombre d'attractions au programme. Pot-pourri sur le *Miheda*, de Sullivan; *Les Patineurs*, l'une des gracieuses valses de Waldteufel; fantaisie des motifs de la *Mascotte*, Audran; Marche du *Tannhauser*, Wagner; Ouverture de *Si j'étais roi*, Adolphe Adam, et: *Matin, Midi et Soir à Vienne*, Suppé; Air de *La Bohémienne*, Balfe, solo de cornet par M. A. Vessey; *Fantaisie*, pour flûte et hautbois, Gatterman, exécutée par MM. Valek et Doucet; Grand ballet de *Faust*, Gounod.

En achevant ces lignes, notre pensée s'arrête à la date de ce jour: 4 août.

Il nous y avions songé plus tôt, nous aurions peut-être bien dit à la Compagnie que c'était là l'occasion d'une soirée de gala, et de gratifier encore le public d'un autre feu d'artifice; les deux premières ayant si bien réussi. En effet, le 4 août est une date lumineuse, non seulement pour la France, mais pour l'Humanité entière.

Ce jour on plutôt cette nuit là retentit, en 89, d'un des plus beaux élans de la Révolution Française: l'abolition des privilèges par les privilégiés eux mêmes; dix-neuf articles, qui furent bientôt pour la France, mais pour l'Humanité entière.

Ce jour on plutôt cette nuit là retentit, en 89, d'un des plus beaux élans de la Révolution Française: l'abolition des privilèges par les privilégiés eux mêmes; dix-neuf articles, qui furent comme un éveigle de liberté, d'égalité.

Mais arrêtons-nous; puisque nous avons pris la plume pour causer concert et non point parler politique.

Le Creole remède de la nature. Pour les jeunes filles s'épanouissant, il est inappréciable; il régularise les organes délicats qui exigent tant de soins à cet âge tendre.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 4 août 1892.—Indications pour la Louisiane—Averses sur la côte, beau temps, vents d'est.

Température du 3 août 1892.
Thermomètre de E. & L. Claudel, Opticien, No 142 rue du Canal.
Entre Carondelet et Baronne.

Heures.	Fahrenheit	Centigrades.
7 heures du matin	82	28
Midi	96	37
3 P. M.	96	37
6 P. M.	84	29

MARIAGES, NAISSANCES ET DÉCÈS:

Inscrits au Bureau de Santé dans les dernières 24 heures.

Mariages.

Kenneth A. Holmes à Mlle Carrie Bagnead.
Sebastian Sampori à Mlle Pauline Lascari.
Frank J. Schaub à Mlle E. Vahlman.
Frank Adams à Mlle Lulu Roualr.

Naissances.

Mme Z. Marsade, un garçon.
Mme A. P. Fleury, un garçon.
Mme Jacques Abadie, un garçon.
Mme Alfred C. Nation, un garçon.
Mme C. C. Salling, un garçon.
Mme Edward Sige, une fille.
Mme Arthur Marius, une fille.
Mme Lucien Feilet, un garçon.
Mme Edward Schuler, un garçon.
Mme Frank Kegle, un garçon.
Mme Arthur Pierre, une fille.
Mme William H. Rasch, une fille.
Mme Gilbert B. Jarrie, une fille.
Mme Louis J. Bonnet, une fille.
Mme William Adile, une fille.
Mme Bernard Abadie, un garçon.
Mme Henry Finke, une fille.

Décès.

Mme Peter Winchendorff, 24 ans, 37 rue Montegut.
Daniel Bowens, 9 mois, 132 rue 2nd Franklin.
Ernest Dupuy, 3 ans, 139 rue Derbigny.
Mme Veuve John B. Judlin, 61 ans, 242 rue Dumaine.
Mme Thomas Ward, 18 ans, enseignare des rues Troisième et Jefferson.
Celia Fouqué, 27 ans, 422 rue Dauane.
Joseph Edward Fleischinger, 11 jours, 337 rue Frenz.
Sid-ey Paul Ash, 13 ans, enseignare des rues Jimple et Pin.
Mme Blanchard, 2 ans, 50 rue Française.
Louis Schwartz, 46 ans, 84 rue St Louis.
Ellen Mansfield, 58 ans, Mobile, Ala.
J. P. Gruzet, 11 mois, enseignare des rues Bordeaux et Constance.
Leonhard Deylmann 7 mois, enseignare des rues Washington et Saronne.
Mme Veuve Bonnet, 69 ans, rue Française.
Sidney F. Moore, 28 ans, 164 rue Annunciation.
Charles E. Sol, 2 mois, 900 1/2 rue Mandeville.
Mlle Elizabeth Macias, 16 ans, enseignare des rues 1 et 3 et Havane.
Lilly Fain, 20 ans, Camp Parapet.

Ventes inscrites au bureau de l'annotateur des aliénations:

A. Claude à J. Sarafield, un terrain borné par la rue Delachaise, l'avenue Louisiane et les rues Breslau et Long, $100.

Mme E. Dasman et als. à J. Parage, un terrain borné par les rues St Philippe, Tchoupitoulas, Urselines et Marais, $1,125.

Succession J. Schweitzer à J. M. Barrousse, un terrain borné par les rues Warsaw, Havane, Agricultural et Abondance, $470.

Mme C. Caffin à E. Lutenbocher, un terrain borné par les rues Orange, Lapeyrouse, Broad et Roman, $125.

E. Hickey au People's Homestead Association, un terrain borné par les rues Camp, Upperline, Robert et Magasine, $650.

W. Taylor à Mme A. Hirsch, un terrain borné par les rues Pleasant, Harmonie, Josephine et Prytanée, $6,250.

B. Hooks à E. Keans, un terrain borné par les rues Johnson, Galvez, Canal et Douane, $1,850.

Mlle L. Burkhardt et als à Mme A. Hayem, un terrain borné par les rues Bourbon, St-Louis, Claiborne et Derbigny, $1,500.

L. Lehmann et al. à Mlle C. Behrens, un terrain borné par les rues Thalie, Clara, Martin et Erato, $200.

P. Loyaux et al. à Mme L. Mailhes, un terrain borné par les rues Royale, Dauine, St-Philippe et Bourbon, $1,800.

Firemen's Building Association à Mme N. Perrin, un terrain borné par les rues Peniston, Amelia, Parrier et Colisée, $4,500.

Succession de J. Schellang à Mme J. Schellang, deux terrains bornés par les rues Septième, Huitième, Camp et Magasins, $12,600.

J. Brophy et al. à Mlle A. Brophy, un terrain borné par les rues Urquhart, Music, Moralez et Washington, $630.

Deuxième Cour de Recorder.—Le juge De la Bretonne a acquitté hier P. Arnold et Jeff Harrell, le mécanicien et le conducteur du train de l'Illinois, qui a écrasé, il y a quelques jours, un nommé Michel Reider.

Cour Civile de District.—Louis Suberville contre Laurenza Adams, sa femme, pour obtenir le divorce.

Paul Peyreau contre Frank Christen, en $4,500 de dommages.

Mme J. Stewart, contre le Dr Chassaignac, pour obtenir la possession d'une enfant de 12 ans, dont il est le tuteur. Les demanderesse est débutée.

Irish-American Club — La question de la liquidation du Irish-American Club est à l'ordre du jour parmi les membres de cette société, fondée le 12 mai 1887 dans but d'aider à la réalisation du vœu des Irlandais, l'abstention du *Home Rule* pour leur patrie.

Aujourd'hui que le but est près d'être atteint, le club n'a de raison d'être que dans un but social; aussi, au moment où va expirer le bail du local qu'il occupe, a-t-on jugé utile de consulter tous les membres (125 environ) pour soumettre à leur décision la question de la dissolution, qui, si elle a lieu, n'aura été motivée par aucune raison financière, la caisse étant bien garnie, le club exempt de dettes, et les membres assez nombreux pour subvenir à tous les frais d'entretien par leurs cotisations.

Mort.—Hier matin à 11 heures 20, l'Hon. John Brattschnitt, qui depuis de longues années était le consul d'Allemagne à la Nouvelle-Orléans, est mort à l'âge de 82 ans. Il était né dans le Wurtemberg, et habitait la Nouvelle-Orléans depuis 56 ans. Il s'y était fait de nombreux amis dont il emporte les sincères regrets, ainsi que l'estime de la population néo-orléanaise en général.

Vols.—A 9 heures 30 du matin, un inconnu est entré dans la grocerie de Raphael Martinez, aucoignare Franklin et Poydras, et a volé derrière le comptoir, un paquet contenant pour $17 de valeurs. Le mont avait été laissé par un étranger nommé Richard Meyers.

—On a volé une somme de $20 à un nommé Alfred Hollis qui était entré dans une maison mal famée, située rue Bourgogne entre Bienville et Douane.

La demi-journée du samedi.—Les journaux ayant annoncé dernièrement que pour se conformer à la loi No 93 relative à la demi-journée du samedi, les banques de la Nouvelle Orléans fermeront le samedi à midi à partir du 13 courant, M. Thos. Herndon, directeur du Clearing House, annonce que la date à laquelle on commencera à observer cette mesure, a été changée du 13 au 20 courant.

Attiqué.—Un colporteur arabe du nom de George Karam, qui habite au No 32 de la rue St Philippe, passait hier, à 9 heures 30 de l'après-midi, rue Perdido, entre Claiborne et Derbigny, quand il a été attaqué par deux individus nommés Mike Barrett et Jack Desmond, qui l'ont brutalement frappé.

Une agression a été portée contre eux.

DEPECHES
Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE

FRANCE.

Nouvo françaises.

Paris, 3 août—Le trois pour cent est coté à 98 francs 97 1/2 centimes.

Nouvelles Vénézuéliennes. L'ex-président Raimundo Palacio toujours à Paris.

Paris, 3 août — L'ex-président de Vénézuela, le Dr Raimundo Palacio, est toujours à Paris, avec sa famille et quelques amis. Au nouvel an une autre entrevue qui a eu lieu à l'Hôtel Malesherbes où il réside, relativement à la politique dans le Vénézuela, il a dit: J'ai été injustement calomnié par ceux qui ne me connaissent pas personnellement. Je suis sûr que l'on ne croira de moi aucune comme président de Vénézuela. J'ai été accusé d'être un homme n'ayant pas le respect de soi-même, d'être un ivrogne, un joueur et un voleur.

Ceux qui me connaissent savent très bien que je n'ai jamais dépassé la limite quant à l'usage de vin ou des liqueurs alcooliques; les propriétés que je possède ont été achetées avec l'argent que j'ai gagné comme avocat; quant à être joueur, je suis encore à apprendre la valeur de chaque carte.

Vous savez que j'ai été élu à l'unanimité, un fait qui n'avait jamais eu l'on dans mon pays. Le bon sens a qu'un homme ne peut pas être choisi pour gouverner 455 pays sans opposition, si cet homme est un débauché. Personne ne m'a forcé à quitter mon pays. J'en suis parti volontairement, et ainsi jusqu'ici le seul président constitutionnel de Vénézuela.

Mon successeur, le Dr Guillermo Villegas, a simplement chargé de la présidence.

Sa position n'était pas légale, alors le Dr Villegas est un substitut de facto, néanmoins son droit n'est pas été contesté.

Les forces du général Crespo ont été définitivement mises en déroute, et il fait maintenant dans les plaines du Sud. Il peut continuer la guerre comme chef de guérilles, à cause de la situation topographique du pays, mais ce genre de guerre ne sera bientôt pas à un homme qui a été président.

Le mouvement révolutionnaire n'a pas été écrasé dès le début, à cause de la timidité d'Ibarra et l'inaptitude de Rangel.

Vous pouvez juger par vous même, quoique je vive avec confort dans cet hôtel, qu'il n'y a pas de superflu de luxe qui distingue la résidence d'un millionnaire, ainsi que cela a été le cas dans les appartements engagés par d'autres présidents de l'Amérique du Sud, qui sont venus à Paris. Je suis sur le point d'ajouter quelques remarques à mon manifeste de Trinidad, et je le ferai publier en pamphlets pour mes amis."

Le consul américain Ryder et sa femme sont en prison accusés de fraudes.

Cette affaire cause une grande sensation à Copenhague.

Bruxelles, 2 août—Le journal *l'Indépendance Belge* de cette ville écrit aujourd'hui que le montant des fraudes commis par M. Henry B. Ryder, consul des Etats-Unis à Copenhague, et qui est en prison dans cette dernière ville, s'élèverait à 200,000 kroners.

Les relations entre le consul Ryder et l'Hon. E. C. Carr, ministre des Etats-Unis au Danemark, sont depuis longtemps très tendues, et celui-ci a fréquemment demandé à son gouvernement de rappeler M. Ryder. Les amis de celui-ci ont déposé contre le consul à Washington ont, néanmoins, réussi à le maintenir à son poste. En réponse à un télégramme du gouvernement danois, les autorités des Etats-Unis ont télégraphié aux fonctionnaires à Copenhague de continuer avec l'affaire, de prouver les accusations portées contre le consul et de rendre un jugement à ce sujet conformément à la loi danoise.

Cette affaire continue à être la sensation du jour à Copenhague.

Le consul Ryder et sa femme qui ont été arrêtés sont toujours en prison. On dit qu'ils faisaient des dépenses extravagantes à Copenhague.

Condamnation pour fraudes.

Londres, 3 août—Lambert Barrow et John McHattie, qui, avec deux grooms ont été traduits devant la Cour, pour avoir organisée une conspiration pour frauder les compagnies d'assurances maritimes étrangères ont été trouvés coupables hier.

Barrow et McHattie ont été condamnés à un an de prison et à payer une amende de $1000 chacun, et les grooms à trois mois d'emprisonnement.

Trois détachements russes occupent les Pamirs jusqu'aux montagnes Mirdes Hoosch.

Simla, 3 août—Le bruit court ici que trois détachements de troupes russes ont pris possession des Pamirs jusqu'aux montagnes Hindoo Koosch, occupant ainsi le pays d'où le Youssouf qui commandait l'expédition russe aux Pamirs, en 1891, s'est retiré vers la fin de cette année.

L'éruption du mont Etna.

Catania, 3 août—L'éruption du mont Etna avait diminué en quelque sorte lundi, mais hier il semblait vouloir redoubler d'activité.

De nouveaux flots de lave coulent le long des côtés des montagnes, mais les profondeurs souterraine et la décharge de cendres des cratères sont aussi violents qu'avant.

Conférence avec M. Gladstone.

Londres, 3 août—M. Gladstone a eu assez aujourd'hui une conférence avec Sir William Vernon Harcourt, le comte Spencer, M. John Morley, le comte de Kimberly, Sir George Otto Trevelyan et autres. A cette conférence, on a réglé les termes de la motion de "non confiance dans le gouvernement" qui doit être présentée par les Gladsto